

Le Monde, 27 février 2013

Cumul des mandats : 39 députés PS interpellent le gouvernement

LE MONDE | 27.02.2013 à 12h03 • Mis à jour le 27.02.2013 à 12h24

Par Hélène Bekmezian et Patrick Roger



Dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Ici le 12 février lors de l'adoption du projet de loi sur le "mariage pour tous". | Jean-Claude Couteau / french-politics pour "Le Monde"

Il est des reculs, des pas de deux, des hésitations – sinon, encore, des renoncements – qui passent mal chez les élus socialistes. Jacques Valax, député du Tarn, n'oublie pas qu'en octobre 2010 – le PS était alors dans l'opposition – il fut le rapporteur d'une proposition de loi organique du groupe socialiste, dont le premier signataire était Jean-Marc Ayrault, "visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale".

Alors, les tergiversations du gouvernement sur la mise en œuvre de l'engagement n° 48 du candidat François Hollande, irritent, intriguent, agacent. "On manque de courage politique", déplore M. Valax. L'avis – non public – du Conseil d'Etat transmis vendredi 22 février au gouvernement et recommandant que les règles de non-cumul prennent effet en 2017, à échéance des mandats parlementaires en cours, est apparu comme un paravent, un ultime prétexte derrière lequel pourrait se réfugier l'exécutif pour repousser à plus tard un non-cumul effectif.

Dans une tribune adressée au *Monde*, mardi 26 février, M. Valax ainsi que trente-huit de ses collègues députés rappellent que, "le non-cumul des mandats, c'est maintenant".